

Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE
DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET LOGISTIQUES**

5 Boulevard Jeanne d'Arc

B.P 77908

21079 DIJON CEDEX

Téléphone : 03 80 29 33 80

Fax : 03 80 29 35 00

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

MARCHE DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE DES EXTINCTEURS - R.I.A./P.I.A. ET COLONNES SECHES

AO N°25051

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)



SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 Description des prestations.....	4
1.2 Groupement Hospitalier de Territoire (GHT)	4
1.3 Lieu d'exécution	5
1.4 Pièces contractuelles.....	5
2. STRUCTURE ET FORME DES MARCHES	6
2.1 Décomposition de la prestation	6
2.2 Nature des prestations.....	6
2.3 Forme des marchés	6
2.4 Montants maximums	6
3. DUREE DU MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES/FOURNITURES COMPLEMENTAIRES.....	7
3.1 Durée des marchés.....	7
3.2 Marchés de prestations similaires	7
3.3 Marchés de fournitures complémentaires.....	7
4. PRIX DES ACCORD-CADRES.....	7
4.1 Nature des prix.....	7
4.2 Variation des prix	7
4.3 Clause de sauvegarde.....	8
4.4 Contenu des prix	8
4.5 Frais de coordination	8
4.6 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	8
5. CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5.1 Délai de paiement	9
5.2 Avance	9
5.3 Retenue de garantie.....	Erreur ! Signet non défini.
5.4 Présentation des demandes de paiement	9
5.5 Régime des paiements	9
5.6 Changement de domiciliation bancaire	10
6. MODALITES DE SUIVI ET DE MODIFICATIONS DES MARCHES	10
6.1 Dématérialisation du suivi.....	10
6.2 Evaluation fournisseurs	10
6.3 Modifications des marchés	10
6.4 Clause de réexamen	10
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
7.1 Responsabilité	12
7.2 Assurances.....	12
7.3 Devoir d'information et de conseil.....	13
7.4 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	13
7.5 Sous-traitance	14
7.6 Obligation de vigilance	14

7.7	Respect des principes de laïcité et de neutralité	15
7.8	Règlement général des protections des données	15
8.	CONDITIONS TECHNIQUES DE REALISATION DES PRESTATIONS	16
8.1	Nature des prestations à réaliser	16
8.2	Appareils à entretenir	17
8.3	Plannings et délais d'intervention.....	17
8.4	Début et fin des prestations.....	17
8.5	Sécurité	18
8.6	Conditions d'exécution des opérations de maintenance en milieu hospitalier	18
8.7	Réduction des nuisances	18
9.	MESURES COERCITIVES ET LITIGE	19
9.1	Fait générateur et mode de calcul des pénalités	19
9.2	Modalités d'application des pénalités	20
9.3	Règlement des différends	20
9.4	Compétence du tribunal	20
10.	FIN DU CONTRAT	20
10.1	Continuité de service.....	21
10.2	Certificat de bonne exécution	21
10.3	Résiliation pour faute.....	21
10.4	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
11.	LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	21
12.	ANNEXE 1 : DESCRIPTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE DES LOTS N° 1, 2, 3, 4, 5 ET 6... Erreur ! Signet non défini.	
13.	ANNEXE 8 : DESCRIPION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU LOT N°7 .. Erreur ! Signet non défini.	
14.	ANNEXE 9 : ANNEXE RELATIVE A LA LAÏCITE ET A LA NEUTRALITE	22

1. OBJET DU MARCHE

1.1 Description des prestations

Le présent cahier des clauses particulières s'applique aux prestations de **vérification et de maintenance des extincteurs – R.I.A./P.I.A. et colonnes sèches**.

Ces prestations ont pour objet :

- * La vérification et la maintenance réglementaires des RIA/PIA
- * La vérification et la maintenance réglementaires des extincteurs portatifs et sur roues
- * La vérification et la maintenance réglementaires des colonnes sèches
- * La fourniture d'appareils neufs en remplacement des extincteurs de plus de 10 ans, excepté pour le Centre Hospitalier de la Haute Côte d'Or
- * Les échanges standards des extincteurs CO2 de plus de 10 ans, excepté pour le CH HCO
- * La fourniture de pièces détachées et accessoires au prix unique et ferme pour la durée du marché.

Dans les établissements suivants :

- * le CHU Dijon Bourgogne
- * le Centre Hospitalier de la Chartreuse (CH LC)
- * le Centre Hospitalier de la Haute Côte d'Or (CH HCO)
- * le Centre Hospitalier de Semur-en-Auxois
- * le Centre Hospitalier d'Is sur Tille
- * le Centre Hospitalier d'Auxonne

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations en vue d'un fonctionnement normal et permanent de tous les matériels en service et en stock dans l'établissement.

Il est à noter que les prestations se déroulent dans un bâtiment hospitalier occupé par des services de soins en activité. Dans ce contexte, les titulaires sont invités à réduire au maximum les nuisances et soumis au règlement interne de chaque centre hospitalier.

1.2 Groupement Hospitalier de Territoire (GHT)

En application :

- de la Loi N° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- du Décret N° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- du Décret N° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des GHT,

Le CHU Dijon Bourgogne, Etablissement support du GHT 21-52, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties au GHT suivants :

- * Centre Hospitalier « La Chartreuse » de Dijon : 1 Boulevard Chanoine Kir - 21000 Dijon
- * Centre Hospitalier d'Auxonne : 5 Rue du Château, 21130 Auxonne
- * Centre Hospitalier d'Is-sur-Tille : 21 Rue Victor Hugo - 21120 Is-sur-Tille

- * Centre Hospitalier « Robert Morlevat » de Semur-en-Auxois : 3 avenue Pasteur – 21140 Semur-en-Auxois
- * Centre Hospitalier de la Haute Côte-d’Or (CH-HCO) :
 - Site d’Alise-Sainte-Reine : Chemin des Bains – 21150 Alise-Sainte-Reine
 - Site de Châtillon-sur-Seine : Rue du Baron Claude Petiet – 21400 Châtillon-sur-Seine
 - Site de Montbard : Rue Auguste Carré – 21500 Montbard
 - Site de Saulieu : 2 rue Courtépée – 21210 Saulieu
 - Site de Vitteaux : 7 rue Guéniot – 21350 Vitteaux
- * Centre Hospitalier de Bourbonne-les-Bains : Rue Terrail Lemoine – 52400 Bourbonne-les-Bains
- * Centre Hospitalier de Chaumont : 2 rue Jeanne d’Arc – 52000 Chaumont
- * Centre Hospitalier de Langres : 10 rue de la Charité – 52200 Langres

Le CHU Dijon Bourgogne assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux ou régionaux.

L’exécution des marchés est réalisée par chaque établissement.

1.3 Lieu d’exécution

Les prestations sont exécutées dans les établissements suivants, aux adresses indiquées ci-avant :

- * le CHU Dijon Bourgogne
- * le Centre Hospitalier de la Chartreuse
- * le Centre Hospitalier de la Haute Côte d’Or
- * le Centre Hospitalier de Semur-en-Auxois
- * le Centre Hospitalier d’Is sur Tille
- * le Centre Hospitalier d’Auxonne

1.4 Pièces contractuelles

Les accords-cadres sont constitués des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L’acte d’engagement** et ses annexes, notamment l’annexe financière constituée du bordereau des prix unitaires et de la décomposition du prix global et forfaitaire (annexes 7 et 11) ;
- **Le présent CCP** et ses annexes :
 - Annexe 1 : Description des opérations de maintenance des lots 1 à 6
 - Annexe 2 (une annexe par site) : Référencement des RIA par site
 - Annexes 3 (une annexe par site) : Référencement des extincteurs par type sur chaque site
 - Annexes 4 (une annexe par site, sauf CH HCO) : Etat des extincteurs par type de l’année 2015
 - Annexes 5 (une annexe par site, sauf CH HCO) : Etat des extincteurs par type de l’année 2016
 - Annexes 6 (une annexe par site, sauf CH HCO) Etat des extincteurs par type de l’année 2017
 - Annexe 8 : Description des opérations de maintenance du lot 7
 - Annexe 9 : Laïcité et neutralité
 - Annexe 10 : Référence des colonnes sèches du CHU Dijon-Bourgogne
- Le **CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services** issu de l’arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur au jour du lancement de la consultation ;
- **L’offre technique et environnementale** du titulaire ;
- **Les actes d’exécution et modificatifs** contractualisés en phase d’exécution.

2. STRUCTURE ET FORME DES MARCHES

2.1 Décomposition de la prestation

Les prestations sont décomposées en **7 lots** dont les caractéristiques sont précisées ci-après :

Numéro de lot	Intitulé du lot
Lot n°01	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A./P.I.A. pour le CHU Dijon-Bourgogne
Lot n°02	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. pour le CH La Chartreuse
Lot n°03	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. pour le CH HCO
Lot n°04	Vérification et maintenance des extincteurs pour le CH de Semur-en-Auxois
Lot n°05	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. pour le CH d'Is sur Tille
Lot n°06	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. CH d'Auxonne
Lot n°07	Vérification et maintenance des colonnes sèches pour le CHU Dijon-Bourgogne

2.2 Nature des prestations

Les prestations faisant l'objet des marchés sont des **prestations de services**.

2.3 Forme des marchés

Les marchés sont des **accords-cadres à bons de commandes à prix mixtes** exécutés selon les modalités suivantes :

- La partie du marché à **prix forfaitaire** s'applique aux prestations de **maintenance préventive** ;
- La partie du marché à **prix unitaires** s'applique à **toutes les prestations non-comprises dans les prestations de maintenance préventive**.

2.4 Montants maximums

Les accords-cadres sont conclus, hors montant forfaitaire, sans montant minimum et aux montants maximums pour la durée du marché définis ci-dessous :

N° de lot	Intitulé du lot	Montants maximums en € HT
Lot n°01	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A./P.I.A. pour le CHU Dijon-Bourgogne	250 000 €
Lot n°02	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. pour le CH La Chartreuse	100 000 €
Lot n°03	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. pour le CH HCO	85 000 €
Lot n°04	Vérification et maintenance des extincteurs pour le CH de Semur-en-Auxois	85 000 €

Lot n°05	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. pour le CH d'Is sur Tille	50 000 €
Lot n°06	Vérification et maintenance des extincteurs et R.I.A. CH d'Auxonne	85 000 €
Lot n°07	Vérification et maintenance des colonnes sèches pour le CHU Dijon-Bourgogne	25 000 €

Par conséquent, les montants maximums indiqués s'appliquent en sus du montant forfaitaire de la maintenance préventive indiqué à l'acte d'engagement.

3. DUREE DU MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES/FOURNITURES COMPLÉMENTAIRES

3.1 Durée des marchés

Les accords-cadres sont conclus pour une **durée ferme** allant **de la notification au 31 décembre 2027**.

3.2 Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

En application des articles L.2194-1-2°, R.2194-2 et 3 du Code de la commande publique, des marchés supplémentaires devenus nécessaires pourront être conclus par l'acheteur.

3.3 Marchés de fournitures complémentaires

Le pouvoir adjudicateur peut conclure ultérieurement un marché de fournitures, sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire, conformément aux dispositions de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, pour des livraisons complémentaires ou l'achat de matières premières.

4. PRIX DES ACCORD-CADRES

4.1 Nature des prix

Les prix du contrat sont :

- **pour partie à prix forfaitaire**, déterminé dans l'acte d'engagement pour chaque année civile d'exécution des prestations.
- **pour partie à prix unitaires**, déterminés dans le bordereau des prix unitaires.

4.2 Variation des prix

Les prix, forfaitaires et unitaires, sont **révisables**, à la hausse comme à la baisse, **au 1^{er} janvier de chaque année** d'exécution selon la formule suivante :

--

$$P = P_o [0.20 + 0.80 \cdot (I_m/I_o)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial déterminé au mois de la remise de la dernière offre

I_m = valeur de l'index au mois M de la révision

I_o = valeur de l'index au mois de la remise de la dernière offre

L'index applicable est le suivant : ICHTrev-TS

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au **mois de remise de la dernière offre**.

Pour la prise en compte du coefficient, un **décalage de lecture de 3 mois** est appliqué pour la détermination du mois de révision (Mois M). Le coefficient de variation ainsi obtenu est **arrondi à 3 décimales au millième supérieur**.

Le calcul de la variation des prix est **pris en charge par le titulaire**. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur au moins un mois avant l'échéance. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

4.3 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le contrat sans indemnité si la révision devait entraîner une augmentation annuelle de prix de plus de 3%.

4.4 Contenu des prix

Les prix unitaires et forfaitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, existantes au moment de l'offre et frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux assurances, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Ils intègrent également les frais de participation à la réglementation des transports et de l'environnement et les frais de maintenance pour l'ensemble des prestations concernées.

Le prix forfaitaire est également réputé comprendre : la main d'œuvre, y compris primes et heures supplémentaires et les frais de déplacements, pièces détachées et recharges de maintenance.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations pour établir son prix.

4.5 Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

4.6 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

5. CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de cinquante (50) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, et ce conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique.

5.2 Avance

Dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, sauf renoncement, une avance de 5% est prévue si le montant du prix forfaitaire ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois, sans que le versement de l'avance ne soit conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations. Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

5.3 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement seront adressées au Centre Hospitalier concerné.

5.4 Régime des paiements

Les prestations réalisées sont réglées à terme échu, c'est-à-dire après exécution des prestations.

5.5 Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires en cours de marché fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception

- à la **Cellule Juridique et Contrats du GHT 21-52 - CHU Dijon Bourgogne – Direction des Affaires Economiques et Logistiques – 5 boulevard Jeanne d'Arc – BP 77908 – 21079 Dijon Cedex**, pour le CHU Dijon Bourgogne,
- **à l'adresse du Centre Hospitalier concerné** pour les autres CH,

accompagnée du nouveau RIB (IBAN) et stipulant l'objet du ou des marché(s) concerné(s) par ce changement et la date à laquelle ce changement est effectif. Ce courrier et le RIB sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité du ou des Centres Hospitaliers concerné(s) ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

6. MODALITES DE SUIVI ET DE MODIFICATIONS DES MARCHES

6.1 Dématérialisation du suivi

Lorsque l'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs par voie électronique via son profil acheteur, la notification de l'acte est réputée avoir lieu le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

6.2 Evaluation fournisseurs

Les titulaires sont informés que le pouvoir adjudicateur, s'il le souhaite, procédera annuellement et pendant la durée des marchés à une évaluation de ses fournisseurs.

6.3 Modifications des marchés

Conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, la modification du marché ne peut intervenir que dans un nombre d'hypothèses limitativement énumérées qui sont les suivantes :

- les modifications sont prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- les modifications ne sont pas substantielles ;
- les modifications sont de faible montant.

Toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

6.4 Clause de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances prévues aux articles ci-dessous.

Les modifications listées feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée (avenant, certificat administratif, ordre de service...).

a) Offres promotionnelles

Les prix des produits figurant au marché peuvent évoluer temporairement à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles à l'initiative du titulaire.

Le titulaire adresse son nouveau tarif à l'acheteur, ainsi que toutes les précisions nécessaires, notamment la durée de validité de l'offre, la désignation du produit et le marché concerné.

La baisse des prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de l'offre. A son expiration, les prix initiaux annexés à l'acte d'engagement seront de nouveau applicables.

Aucune modification du marché ne sera nécessaire.

b) Rajout de postes de prix au BPU

Dans le cas d'un besoin nouveau survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre et à la demande de l'acheteur, le titulaire produira les éléments techniques et financiers correspondant qui seront soumis à la validation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les propositions financières établies par le titulaire devront être établies dans les conditions suivantes :

- prix nouveau en lien avec l'objet de l'accord-cadre ;
- intégration des prix nouveaux au BPU ;
- nombre d'articles ajoutés ne dépassant pas 15% par rapport aux nombres d'articles initiaux pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une validation de la proposition, le ou les articles seront intégrés au BPU de l'accord-cadre par ordre de service ou certificat administratif.

Ces modifications du BPU n'impactent pas le montant maximum de l'accord-cadre.

c) Changement de produit

Le titulaire s'engage à livrer la dernière version dans la gamme des matériels choisis. En cas d'amélioration de la qualité des produits, de changement de référence ou de rupture de stock, le titulaire du marché devra, au préalable, avertir le pouvoir adjudicateur pour accord impérativement par tout moyen dans les meilleurs délais. Le produit proposé devra intégrer les mêmes caractéristiques que le produit remplacé et sera à un prix identique au produit référencé au marché. Cette modification sera actée par certificat administratif.

d) Adaptation et prolongation

Le marché pourra être prolongé par avenant dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type :

- aléa dans la procédure de relance du marché suivant,
- adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale,
- modification substantielle du besoin apparue lors du bilan du marché rendant l'analyse fonctionnelle plus complexe que prévu et nécessitant une prolongation.

S'il devait être atteint avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, le montant maximum fixé pourra être augmenté, suite à une réévaluation du besoin, afin de permettre la poursuite des relations contractuelles, dans la limite de 50 % du maximum contractuel initial. Le cas échéant, cette augmentation sera actée par avenant, qui pourra intervenir même ce montant atteint et dépassé, dans la limite de la durée de validité de l'accord-cadre.

e) Substitution d'un produit

En cas d'arrêt de distribution, de rupture de stock ou de changement d'un produit, le titulaire propose par écrit et à l'appui de la documentation pertinente (fiches techniques, échantillons, etc.), à un prix égal ou inférieur au prix fixé à l'accord-cadre pour le produit dont la distribution est arrêtée, un produit au moins équivalent. La modification sera actée par certificat administratif.

f) Ajout ou suppression d'appareils à contrôler

En cas d'évolution du nombre d'appareils à contrôler, un certificat administratif intégrera la désignation des appareils ajoutés ou supprimés du périmètre du marché.

En cas d'augmentation de plus de 10% du nombre d'appareils à contrôler, un avenant pourra être réalisé.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Responsabilité

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que cette exécution peut causer directement ou indirectement :

- À un personnel ou à des tiers,
- À ses biens, ou aux biens appartenant aux acheteurs,
- Suite à des dégradations autres que l'usure normale et aux conséquences qu'elles pourraient avoir.

7.2 Assurances

Le Titulaire doit avoir souscrit un marché d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objets du marché ou hors marché ou suite à une mauvaise exécution des prestations définies dans le cadre dudit marché (articles 1382 à 1384 du Code Civil).

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier l'informant qu'il est susceptible d'être retenu pour le marché, s'il ne l'a pas fournie lors de la remise de l'offre et avant tout

commencement d'exécution, le Titulaire (au sens de l'article 1792 du Code civil) doit justifier d'une assurance indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande par la présentation des attestations, polices ou quittances correspondantes.

Le Titulaire doit prévenir le responsable du suivi du marché de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de modification.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent contrat est résilié de plein droit et sans indemnité.

Les acheteurs déclinent toute responsabilité pour les dommages quelconques causés aux bâtiments ou à leurs abords, aux installations, aux appareils, véhicules et à tout autre bien appartenant au Titulaire, aux ouvriers ou aux tiers.

La responsabilité du Titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

7.3 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le contrat.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.4 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.5 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat **après acceptation du sous-traitant notifié par l'acheteur.**

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.6 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une **attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés** et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction
- régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une **attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers** et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;

- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des **documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales** (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les **documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé** en fournissant une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque **l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers** est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.7 Respect des principes de laïcité et de neutralité

Les présents accords-cadres peuvent amener à confier à leurs titulaires l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Le détail du respect de ce principe se trouve en annexe du présent CCP.

7.8 Règlement général des protections des données

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par le GHT 21-52 ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du

Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires et/ou sous-traitants.

8. CONDITIONS TECHNIQUES DE REALISATION DES PRESTATIONS

8.1 Nature des prestations à réaliser

Pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 : Vérification et maintenance extincteurs et R.I.A et PIA

- Les opérations de maintenance préventive effectuées une fois par an, rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire (incluant les pièces détachées, les recharges de maintenance, les déplacements et la main d'œuvre) appliqué au nombre d'appareils vérifiés définis dans les annexes 7.1, 7.2, 7.3, 7.4, 7.5 et 7.6
- Les opérations de maintenance corrective consistant à remettre en état de fonctionnement les appareils reconnus défectueux ou détériorés, rémunérées sur la base d'un forfait dépannage (incluant les pièces détachées, les recharges de maintenance, les déplacements et la main d'œuvre) définis dans les annexes 7.1, 7.2, 7.3, 7.4, 7.5 et 7.6
- La fourniture seule ou la fourniture et pose des appareils, de plans d'évacuation ou d'accessoires sur la base des prix unitaires sur tout type d'appareil et accessoires définis dans les annexes 7.1, 7.2, 7.3, 7.4, 7.5 et 7.6 (main d'œuvre et déplacement inclus).

Le titulaire s'engage à répondre à toute demande des centres hospitaliers pour remédier à toute détérioration signalée ou pour effectuer les travaux après acceptation du devis et ce quel que soit la cause, y compris le vandalisme, dans un délai de 48h hors week-end et jour férié.

Pour le lot n°7 : Vérification et maintenance colonnes sèches CHU Dijon-Bourgogne

- Les opérations de maintenance préventive effectuées une fois par an, rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire dans l'annexe 10 (incluant déplacement, main d'œuvre et les éventuels frais de ports)
- Les opérations de maintenance corrective, consistant à remettre en état les colonnes sèches reconnus défectueuses, rémunérées sur la base d'un coût horaire maintenance hors vérification dans l'annexe 10 (incluant déplacement, main d'œuvre et les éventuels frais de ports).

Le titulaire s'engage à répondre à toute demande des centres hospitaliers pour remédier à toute détérioration signalée ou pour effectuer les travaux après acceptation du devis et ce quelle que soit la cause, y compris le vandalisme, dans un délai de 48h hors Week-end et jour férié.

Les prestations minimum correspondantes sont définies à :

- ✓ L'annexe 1 pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6
- ✓ L'annexe 8 pour le lot n° 7

Pour l'ensemble des lots, l'outillage, les moyens de travaux en hauteur (nacelle, échafaudage et/ou échelle) seront à la charge des prestataires.

L'exécution des contrôles est soumise aux prescriptions techniques contenues dans les textes et règlements en vigueur, notamment :

- Code du travail
- Code de la construction et de l'habilitation
- Règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public

- Règles (APSAD) R4-R5
- Normes en vigueur
- Guide pour la maintenance des extincteurs mobiles CNMIS

8.2 Appareils à entretenir

Le Titulaire aura à assurer la maintenance, le dépannage des appareils désignés aux annexes 2.1, 2.3, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6 et 9 du présent CCP. Tout le matériel supplémentaire à cet inventaire sera vérifié lors des visites de maintenance et un avenant ou un certificat administratif sera présenté avant la visite suivante dans les conditions indiquées dans la clause de réexamen.

8.3 Plannings et délais d'intervention

a) Maintenance préventive

Le titulaire s'engage à fournir les plannings d'intervention au CHU Dijon Bourgogne, au CH La Chartreuse, au CH HCO, au CH Semur en Auxois, au CH Is sur Tille et au CH Auxonne, pour validation **au moins 1 mois avant la date prévue pour la vérification.**

Les visites sont à réaliser selon les périodes suivantes :

- Extincteurs : mai à septembre
- RIA et PIA : octobre
- Colonnes sèches : Mai /Juin

b) Maintenance curative

Le Titulaire devra intervenir **dans un délai maximal de 48 heures du lundi au vendredi** hors week-end et jours fériés, à la réception de l'appel.

Tout dépassement d'horaire entraînera l'application des pénalités définies au présent CCP.

8.4 Début et fin des prestations

a) Prise en charge des installations

Dès le début de l'exécution du marché, **une première visite de maintenance sera programmée après la prise d'effet de celui-ci.** Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements sera établi, précisant la conformité des installations vis-à-vis de la réglementation en vigueur, du nombre d'équipement identifié, voire les remarques éventuelles sur l'état de l'installation. En cas de contestation, un accord peut être recherché éventuellement à l'aide d'un tiers désigné par les deux parties. A défaut d'accord, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Dijon.

b) Fin des prestations de maintenance

Le Titulaire s'engage à laisser en fin du marché les matériels ou équipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement. Un document le constatant sera dressé contradictoirement au plus tard huit jours avant l'expiration du marché. Les travaux de remise en état des matériels ou équipements seront exécutés à la charge

du Titulaire. En cas de contradiction, un accord peut être recherché, éventuellement à l'aide d'un tiers désigné par les deux parties; à défaut d'accord, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Dijon.

Le présent marché ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle sans l'accord express des deux parties.

8.5 Sécurité

Les dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 sont applicables.

Le Titulaire et les représentants pourront procéder, avant le commencement des travaux, à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Le Titulaire est tenu aux mêmes obligations avec ses sous-traitants.

Le Titulaire devra prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel, des zones de travail et des personnels et patients, pendant les opérations de maintenance.

Les agents du Titulaire devront prendre les précautions nécessaires et se présenter aux personnels, notamment dans les services sensibles (psychiatrie, ado-psychiatrie...).

Les agents du Titulaire qui auront à intervenir dans un secteur quelconque d'un service en activité devront pouvoir être identifiés sans ambiguïté et devront porter un badge précisant : nom de l'entreprise et nom de l'ouvrier.

Des consignes seront données aux services de soins pour interdire l'accès aux ouvriers si ces derniers ne pouvaient pas être identifiés.

8.6 Conditions d'exécution des opérations de maintenance en milieu hospitalier

Les infections nosocomiales constituent actuellement un problème de santé publique grave dans les hôpitaux hébergeant des patients en particulier immunodéprimés (greffés, transplantés...).

Parmi celles-ci, l'aspergillose invasive est à l'image des nouvelles pathologies infectieuses. D'origine fongique, elle menace avant tout les patients les plus fragiles. Les travaux indispensables de rénovation des bâtiments ou des services dans les établissements hospitaliers contribuent fortement à disséminer ce champignon dans l'atmosphère et donc à exposer les malades à la contamination.

La mise en œuvre de mesures de prévention s'impose donc, et cela avec d'autant plus d'importance, que l'aspergillose est une maladie au pronostic sévère.

La prévention de la maladie passe essentiellement par une maîtrise rigoureuse de l'environnement des sujets à risques en particulier lors de l'exécution de travaux.

Les intervenants du Titulaire pourront être informés et sensibilisés aux risques liés aux infections nosocomiales.

8.7 Réduction des nuisances

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Les précautions minimales à prendre sont les suivantes :

- Prévenir le cadre de santé avant chaque intervention de la nature et de la durée des travaux ainsi que du lieu d'intervention,
- Allées et venues limitées au strict nécessaire,
- Les prestataires devront avoir une tenue vestimentaire dans un état de propreté irréprochable s'accordant avec l'environnement sensible, tenue qui pourra être éventuellement complétée, à la demande de la surveillante, par le port d'une blouse, de sur chausses et de calot.

9. MESURES COERCITIVES ET LITIGE

9.1 Fait générateur et mode de calcul des pénalités

Type de pénalité	Fait générateur	Mode de calcul
Pénalité de retard	En cas de retard d'intervention à la date programmée , le titulaire encourt des pénalités pour retard dès le premier jour de retard et sans mise en demeure.	100.00 € par jour de retard
Utilisation des appareils élévateurs	L'utilisation des monte-malades pendant les heures de pointe pour l'approvisionnement des chantiers est strictement interdite et chaque infraction à cette interdiction fait encourir des pénalités au titulaire sur simple constatation.	100.00 € par constatation
Non-respect des mesures de sécurité	En cas de non-respect des consignes de sécurité des établissements , le titulaire encourt des pénalités, sur simple constatation :	
	Non-respect de l'interdiction de fumer	180.00 € par constatation et par ouvrier Pénalité majorée à 350.00 € par constatation et par ouvrier si l'ouvrier fume dans les galeries, sous-sols, locaux techniques et de manière générale, dans tous les locaux des établissements.
	Non-respect des consignes de stationnement : Sauf autorisation exceptionnelle, il est formellement interdit de stationner devant les	350.00 € par constatation et par véhicule

	barrières voies-pompiers et les emplacement réservés (ambulances, véhicules du CH ou autre)	200.00 € par constatation et par ouvrier en cas d'ouverture non-autorisée des barrières voies-pompiers
	Non-respect du permis de feu nominatif	750.00 € par constatation de travaux effectués sans permis 500.00 € par constatation de non-respect des consignes du permis de feu

9.2 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités de retard :

- sont applicables **sans observations préalables** du titulaire,
- ne sont **pas plafonnées**,
- s'appliquent **dès le premier euro**.

9.3 Règlement des différends

En cas de différend ou de litige qui surviendrait entre le titulaire du marché et l'un ou plusieurs des Centres Hospitaliers, les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux sont applicables avant toute introduction d'un recours devant le tribunal compétent.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

9.4 Compétence du tribunal

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Dijon
22 rue d'Assas
BP 61616
21016 Dijon cedex
Téléphone : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Télécopie : 03 80 73 39 89

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

10. FIN DU CONTRAT

10.1 Continuité de service

En fin de marché ou en cas de résiliation, le titulaire s'engage à poursuivre les prestations jusqu'à mise en place effective du nouveau marché, dans les conditions du présent marché. Dans ce cas, le présent marché est prolongé par avenant jusqu'à mise en place effective du nouveau marché.

10.2 Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat.

10.3 Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus au CCAG.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

10.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire sur les bons de commande émis ou les marchés subséquents notifiés. L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du bon de commande ou du marché subséquent diminué du montant des prestations déjà réalisées et payées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

11. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG, les dérogations au CCAG qui ne seraient pas reprises dans le récapitulatif ci-dessous demeurent applicables.

Les dérogations suivantes sont apportées au CCAG applicable :

Objet	Article du CCAG	Article du CCAP
Assurances	9.2	7.2
Pénalités	14	9.2
Dérogations au CCAG	1.2	11

12. ANNEXE 9 : ANNEXE RELATIVE A LA LAÏCITE ET A LA NEUTRALITE



ANNEXE N°9 : RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE



Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'il participe à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques, selon les modalités définies à l'article 50 du CCAG Travaux.

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par :

CHU DIJON BOURGOGNE
Direction des Affaires Economiques et Logistiques
Cellule juridique et contrats
cellule.marches@chu-dijon.fr

Le titulaire lui adresse toute question relative à l'application de ces principes.